

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LA GIETTAZ

M A I R I E



LA GIETTAZ
==== **en Aravis** ====

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

PLU approuvé par délibération	Projet de modification simplifiée n°1 mis à la disposition du public	Modification simplifiée approuvée par délibération n°2
Le 20 mai 2021	Du xx/xx/2025 au xx/xx/2025	Le xx xx 2025

1. NOTICE DE PRESENTATION

INTRODUCTION

La Giettaz est une commune de Savoie, située à la limite avec le département de la Haute-Savoie au pied du Col des Aravis. Elle est limitrophe des communes de Flumet et Saint-Nicolas La Chapelle en Savoie et Praz-sur-Arly, Megève, Sallanches, Cordon, La Clusaz et Manigod en Haute-Savoie.

La commune fait partie du canton d'Ugine et de l'arrondissement d'Albertville. C'est une commune rurale de la Communauté d'agglomération d'Arlysère.

La Giettaz est une commune marquée par le pastoralisme occupant le fond de vallée de l'Arrondine et un ensemble de versants montagneux marqués par des crêtes infranchissables en voiture sauf en deux points : le Col des Aravis et les Gorges de l'Arrondine.

Le territoire se décline sur plus de 2 000m de dénivelée, du fond de vallée aux Glières (altitude 1 000m) au sommet de la Grande Balmaz (2 616 m d'altitude).

La Giettaz se compose de trois entités bâties très différentes :

- La Giettaz centre-village, à 1 070m d'altitude en fond de vallée à la croisée des 2 routes principales et des torrents de l'Arrondine et des Aravis.
- Le Plan, pôle touristique à 1 225m d'altitude, situé en fond de vallée à la confluence des torrents de l'Arrondine et du Jaillet.
- Les pentes pastorales en adrets composées d'un nombre important de bâtis isolés.

En 2021, la commune compte 377 habitants pour une superficie terrestre de 3 520 hectares. La densité moyenne est de 12 habitants/km².



Localisation de la Commune de La Giettaz

Le PLU de la commune a été approuvé par la délibération le 20 mai 2021.

Sur la partie sommitale du territoire communal, en limite avec la commune de la Clusaz, au niveau du Col de Balme, l'emprise du domaine skiable existant de la Clusaz a été classé en zone naturelle N. Il s'avère que lors de l'élaboration du PLU, la présence du domaine skiable sur ce secteur a été omis.

Pour que le règlement graphique corresponde à l'activité réelle existante sur ce secteur lors de l'élaboration du PLU et encore aujourd'hui, il convient de corriger le règlement graphique en le passant de la zone N à la zone Ns, zonage existant dans le PLU de la commune et spécifiquement adapté aux activités et équipements de domaine skiable.

Parallèlement, le projet de remplacement du télésiège du col de Balme sur la Clusaz projette de futurs terrassements ayant une emprise sur le territoire communal de la Giettaz.

La commune a d'ores et déjà autorisé la réalisation des travaux de terrassement sur la parcelle 0B0001, acté par la délibération 33/2024 du 17 septembre 2024.

Toutefois, le règlement graphique actuel du PLU en N ne permet pas l'aboutissement des procédures d'urbanisme nécessaires pour les aménagements évoqués, mais ces derniers deviennent possibles si le zonage du secteur passe en Ns.

Cette modification de règlement serait uniquement graphique et n'aurait aucune incidence sur le règlement écrit du PLU actuel. Les aménagements projetés sont compatibles avec le règlement de la zone Ns.

Afin de régulariser une situation existante et d'anticiper les futurs besoins d'aménagements du secteur du col de Balme à la Clusaz, la commune de la Giettaz souhaite réaliser une modification simplifiée du PLU.

→ **Modification du règlement graphique.**

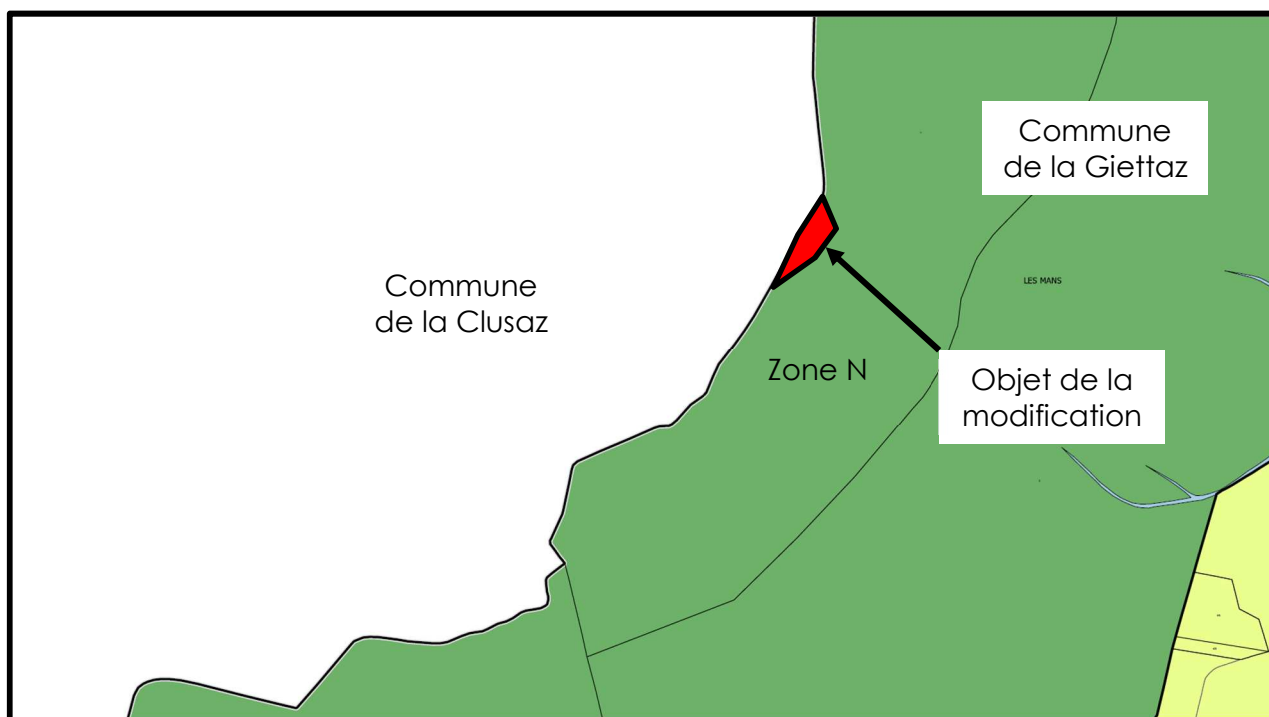
Le contenu de la modification simplifiée n°1 du PLU de la Giettaz respecte les critères fixés par les articles L.153-36 et L.153-45 du code de l'urbanisme.

Les pièces du dossier du PLU concernées par la présente modification sont les suivantes :

- Le rapport de présentation : le rapport de présentation du PLU approuvé est complété avec le présent rapport de présentation comprenant :
 - 1° Une description de l'évolution apportée au plan local d'urbanisme
 - 2° Un exposé proportionné aux enjeux environnementaux décrivant notamment :
 - a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme,
 - b) L'objet de la procédure de modification simplifiée,
 - c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure,
 - d) Les raisons pour lesquelles le projet ne serait pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement,
- Le règlement graphique

Le détail des modifications est exposé dans le chapitre suivant. Les autres pièces du PLU demeurent inchangées.

Ci-dessous la localisation plus précise de la zone de modification de règlement graphique.

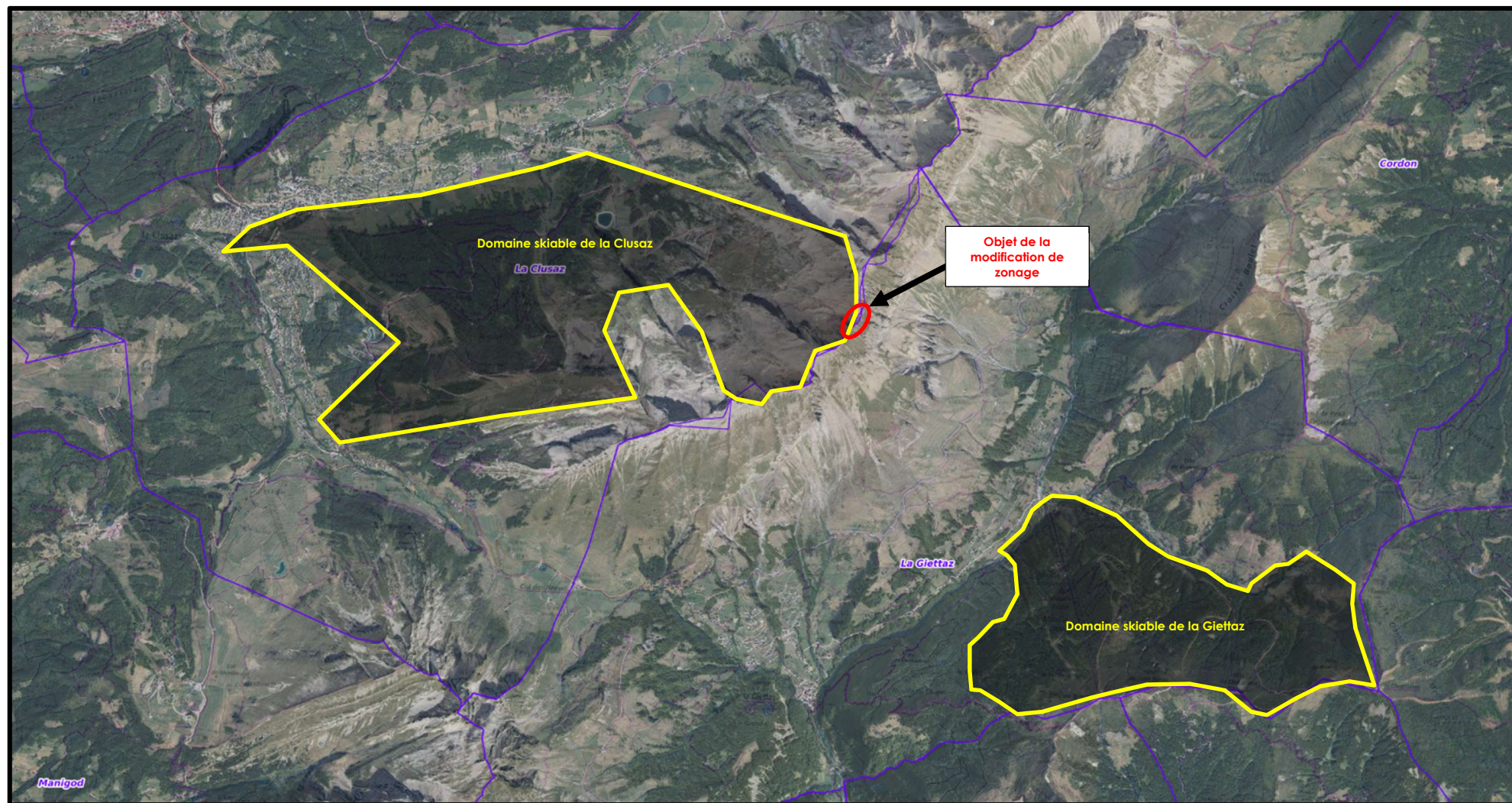


Le schéma de principe suivant permet de mieux comprendre les enjeux de la modification.
Le projet prévoit donc la modification de 6819 m² de zonage N à passer en zonage Ns.

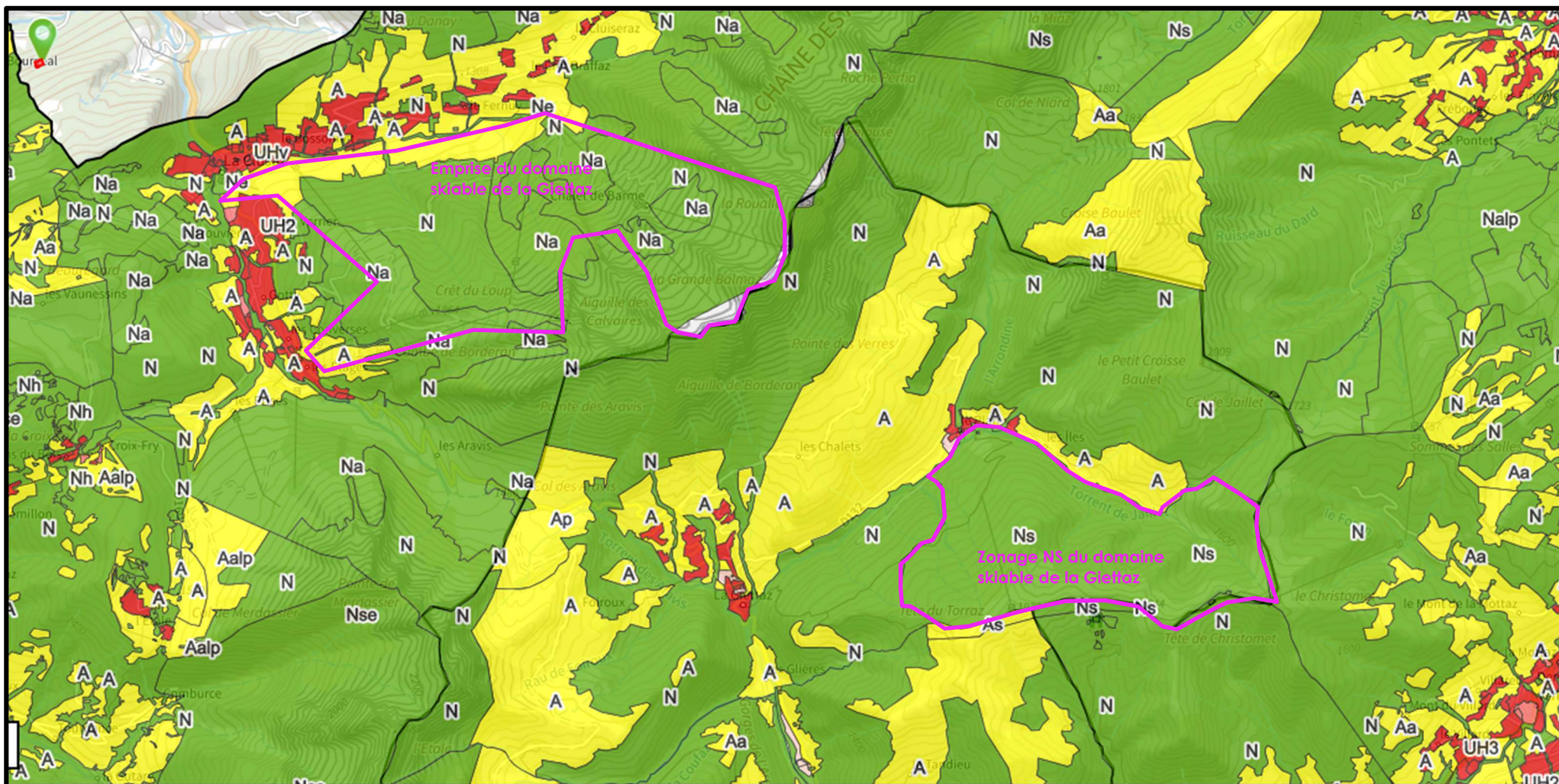




Le projet de modification de zonage n'est en aucun cas réalisé pour une fusion de domaines skiables, dont l'éloignement et la morphologie (falaises et fortes pentes) ne permettent pas de liaison gravitaire entre les domaines skiable comme l'illustre la carte ci-dessous. (emprise de domaine skiable donné à titre illustratif).



En termes de zonages, la Clusaz dispose d'un zonage spécifique domaine skiable au titre de l'article L 151-38 du code de l'urbanisme qui s'impose sur des zonages A, Na et A principalement. A la Giettaz, le zonage de domaine skiable est clairement délimité par le secteur Ns. Voir carte ci-dessous (emprise de domaine skiable donné à titre illustratif).



2. Exposé

2.1- Les caractéristiques principales du PLU

2.1.1 Document d'urbanisme en vigueur

La commune de la Giettaz est dotée d'un **PLU depuis le 20 mai 2021**. Le document n'a pas fait l'objet de révision ou de modification depuis cette date.

2.1.2 Choix de la procédure

La présente modification simplifiée n°1 du PLU s'inscrit dans le champ d'application de l'article L.153- 45 du Code de l'Urbanisme.

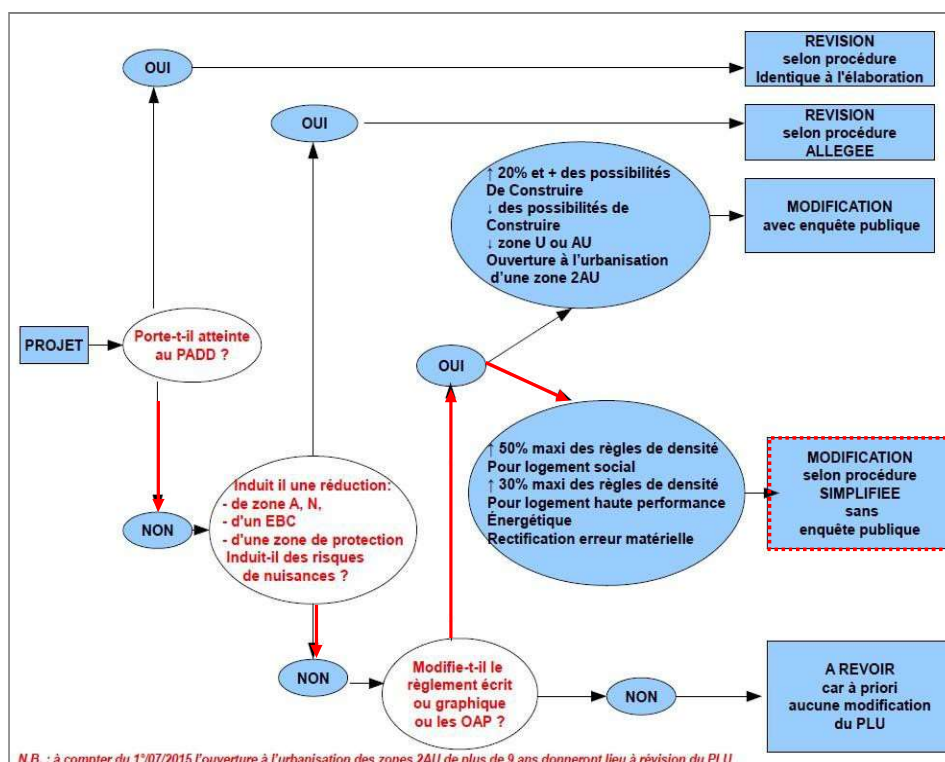
Ainsi, les dispositions proposées respectent strictement les conditions fixées pour la réalisation d'une modification simplifiée du document d'urbanisme, à savoir qu'elles :

- **Ne portent pas atteinte à l'économie du plan ;**
- **N'ont pas pour effet de changer les orientations définies dans le PADD,**
- **Ne réduisent pas un espace boisé classé (EBC), une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;**
- **Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou ne présentent pas une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;**
- **N'ouvrent pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;**
- **Ne créent pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.**

Ces différents points font entrer la procédure dans le cadre d'une modification (L 153-36), mais celle-ci est également « Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41[...] » puisqu'elle :

- **Ne majore pas de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;**
- **Ne diminue pas ces possibilités de construire ;**
- **Ne réduit pas la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;**
- **N'applique pas l'article L. 131-9 du présent code.**

→ **Les dispositions proposées modifient le règlement graphique et relèvent du champ de la modification simplifiée codifiée aux articles L153-45 du CU.**



La procédure a été engagée à l'initiative de Monsieur le Maire qui a établi le projet de modification simplifiée n°1 par délibération 48-2024 en date du 12 décembre 2024.

L'article L.153-47 du CU précise que :

« Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, [...] par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. [...] A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. [...] ».

La population est informée de la procédure de modification simplifiée par une information sur le site internet de la commune.

Il est précisé que le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale Avis n°2019-ARA-AUPP-00904 dans le cadre de son élaboration.

Une évaluation environnementale d'examen au cas par cas de la présente modification a été déposée le **20 mars 2025**.

2.2- Confortement des orientations et objectifs définis par le P.A.D.D.

L'objectif de la municipalité est de faciliter les projets en confortant les objectifs poursuivis dans le P.A.D.D.

Les orientations du PADD s'organise autour de trois axes :

- 1 > **Structurer le territoire pour impulser une attractivité démographique.**
- 2 > **Valoriser le cadre de vie.**
- 3 > **Soutenir la diversité économique et valoriser les productions locales.**

La modification apportée au règlement graphique conforte les orientations suivantes :

AXE 3/ > Soutenir la diversité économique et valoriser les productions locales.

[...]

> Conforter l'activité touristique hivernale et développer l'activité touristique estivale.

- Diversifier l'offre touristique hivernale à travers le maintien et le développement des activités hors ski.
[...]
- Pérenniser l'exploitation du domaine skiable par la mise en place d'un réseau de neige de culture alimenté par une retenue collinaire.
[...]

-La modification du règlement graphique vise à régulariser une situation existante qui concerne le sommet du domaine skiable de la Clusaz et à permettre les évolutions du domaine skiable envisagées dans ce secteur.

Cette modification conforte l'objectif de pérenniser l'exploitation du domaine skiable de la Clusaz. Les travaux de piste de ski et de remplacement d'un télésiège existant seront ainsi réalisables. Ces aménagements n'amèneront pas de création d'un nouveau domaine skiable sur la commune de la Giettaz mais régulariseront une emprise de domaine skiable déjà existante sur ce territoire.

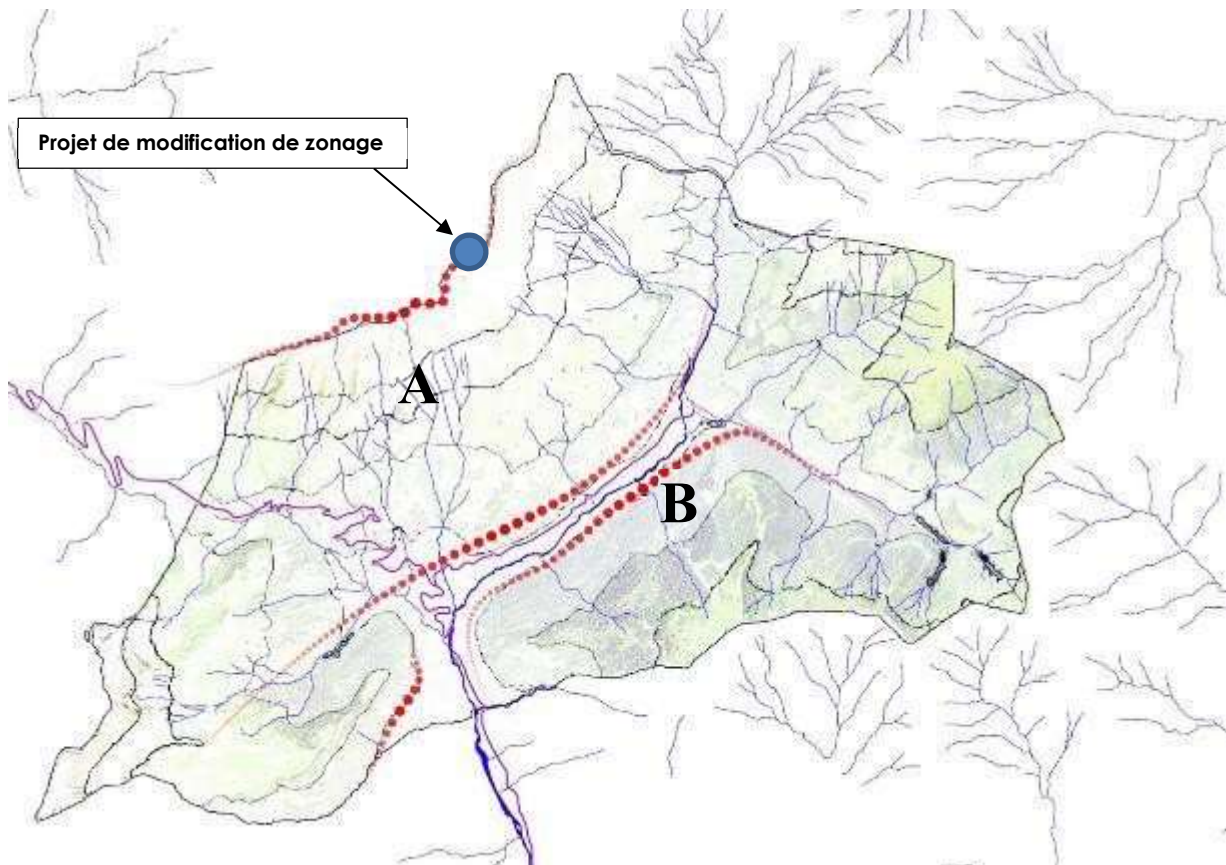
→ **L'ensemble des modifications confortent ces orientations et ne remettent pas en question les orientations du PADD.**

2.3- Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure

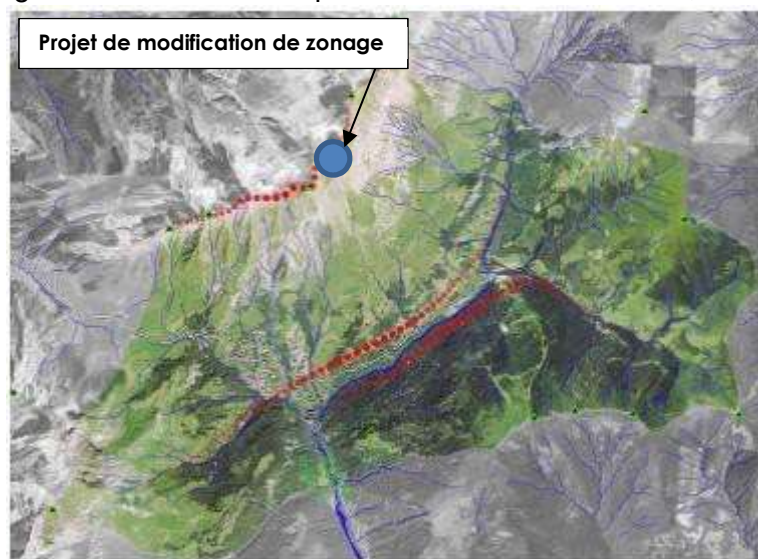
- Les PAYSAGES

Les principaux éléments qui caractérisent le paysage de La Giettaz sont les suivants :

La topographie influence la perception paysagère : au nord le champ de vision peut contempler la chaîne des Aravis. Au sud il est possible d'observer la chaîne du Mont Blanc.



- Le premier grand ensemble A est constitué du versant oriental de la chaîne des Aravis, en amont du ruisseau de la Balme et du torrent de l'Arrondine. Il se caractérise par de grands espaces ouverts et comprend les sommets les plus élevés du territoire communal.
- Le second grand ensemble B comprend le flanc nord du Torraz, entièrement boisé.



→ Le PLU présente des incidences majoritairement positives en termes de préservation des paysages remarquables et des éléments naturels qui les structurent. L'incidence du zonage proposé reste modérée compte tenu du fait qu'il régularise un espace déjà anthropisé et aménagé. Les projets d'aménagements prévus du côté de la Clusaz ont fait l'objet d'une étude d'impact qui traite et prend en compte les impacts paysagers et leur atténuation. La modification de zonage n'est pas de nature à compromettre la perception paysagère de la chaîne des Aravis.

- Les ESPACES NATURELS ET leur FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE

La Giettaz dispose d'un environnement naturel riche :

- La commune possède un arrêté de biotope APPB « Les Aravis ».
- Des zones d'importance majeure sont repérées sur le territoire : APPB des Aravis, 3 ha avec la zone Natura 2000 « Les Aravis », à l'opposé du projet de modification de zonage.
- Plusieurs zones humides répertoriées sur les versants, mais aucune répertoriée à proximité de la modification de zonage.
- Présence de nombreuses ZNIEFF : ZNIEFF de type II « Chaîne des Aravis » (n°7422), ZNIEFF de type II « Ensemble des zones humides des environs de Combloux et de Megève » (7430), ZNIEFF de type I « Versant Est des Aravis, forêts des Merdassiers et Nant Pareux » (n°74220001), ZNIEFF de type I « Chaîne des Aravis » (n°74220004), ZNIEFF de type I « Zones humides de Combloux et de Demi-Quartier ».
- Des espaces agricoles extensifs associés aux réservoirs de biodiversité ;
- Présence de nombreuses espèces animales et végétales emblématiques protégées et/ou menacées, comme le Tétrás Lyre par exemple.

→ Les incidences du PLU sur les espaces naturels sont négligeables ou positives dans le sens où il renforce leur protection par un zonage et un règlement adapté à leur fonction écologique.

Les réservoirs de biodiversité sont protégés par un classement en zone naturelle ou agricole. Les continuités écologiques formées par les cours d'eau et leur ripisylve sont protégées par une bande de recul de 10m à partir du sommet des berges.

L'inscription graphique des zones humides au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, permet de préserver voire restaurer le caractère de zone humide et les espèces liées, sur l'ensemble du territoire, y compris le domaine skiable.

Le maintien de la fonctionnalité du réseau écologique est possible grâce à l'emploi de la trame « zones humides » au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Le règlement limite les constructions et encadre les clôtures en faveur du maintien de la perméabilité (clôtures adaptées...).

Les zones d'urbanisation futures n'affectent pas les grandes continuités écologiques identifiées sur la commune de La Giettaz.

Ainsi, le PLU permet d'affirmer la vocation de réservoirs de biodiversité sur les espaces naturels les plus remarquables et assure le maintien des principales continuités écologiques.

La modification de zonage proposée n'a pas d'effet notable sur les zonages de protection et ne concerne pas d'espace naturel.

-Les RESSOURCES ET POLLUTIONS

Alimentation en Eau potable (AEP), l'assainissement et les eaux pluviales :

- La disponibilité de la ressource en eau potable a été prise en compte dans le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation :
 - Une trame de salubrité a été mise en place sur les zones U. Ces trames qui rendent les parcelles concernées inconstructibles (sauf exceptions) seront levées sous conditions. Ces dernières sont spécifiques sur chaque secteur (Chef-lieu et Le Plan).

- Les zones d'urbanisation future sont été classées en AU stricte, les aménagements et constructions y seront autorisées, lorsque les réseaux auront une capacité suffisante pour desservir la zone et après une modification ou une révision du PLU.
 - Les OAP précisent que la ressource en eau potable est insuffisante.
- La gestion des eaux usées et des eaux pluviales est encadrée par l'article 3 du règlement écrit.
 - Le règlement prévoit le raccordement systématique des nouvelles habitations à l'assainissement collectif existant.
 - L'urbanisation du secteur d'OAP 2 « Le Plan » est conditionné à son raccordement à la station d'épuration.

Gestion des déchets :

- Collecte des ordures ménagères résiduelles adaptée au caractère saisonnier de la commune.
- 12 points d'apport volontaire stratégiquement localisés pour le recyclage du verre et des emballages.
- Campagnes de sensibilisation régulières ayant conduit à une réduction du volume global de déchets traité et à une augmentation du tri sélectif ces dernières années.
- Déchetterie facilement accessible sur la commune voisine de Notre-Dame-de-Bellecombe.

Climat, Air et Energie :

- Soutien des projets d'économie de l'énergie par Arlysère (réseau de chaleur notamment, rénovation du bâti ancien source de déperditions thermiques).
- Production hydroélectrique avec la centrale de l'Arrondine.
- Potentiel de développement des énergies renouvelables à l'échelle des habitations malgré une orientation peu opportune pour l'ensoleillement.
- Bonne qualité de l'air.

→ **Les incidences du PLU sur les ressources en eau et les risques de pollution sont négatives ou négligeables. L'adéquation du développement inhérent au PLU avec les ressources disponibles en eau potable et avec les capacités d'assainissement a été étudiée et vérifiée (à court et long terme).**

Le PLU à un effet favorable sur les consommations d'énergies, les émissions de gaz à effet de serre et globalement sur la qualité de l'air :

- > **en favorisant une structuration du territoire au sein des pôles urbanisés existants, à savoir le Chef-lieu et le front de neige.**
- > **en permettant le développement de techniques favorables aux énergies renouvelables notamment dans l'habitat.**
- > **en proposant des modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle : renforcement du système de transport touristique entre le Chef-lieu et Le Plan, incitation à l'utilisation des vélos par la création de stationnements dédiés au sein des opérations de construction, aménagement de linéaires de cheminement doux.**

La modification de zonage proposée n'a pas d'effet notable sur ces thèmes.

-les RISQUES ET NUISANCES

Plan de prévention des risques à intégrer au PLU : La commune est dotée d'un PPR naturel (Plan de Prévention des Risques) approuvé le 11 Septembre 2008.

Types de risques naturels et technologiques : Zone urbanisée épargnée par les risques. La commune n'est pas couverte par un PPRt (Plan de Prévention des Risques technologiques), et n'est pas concernée par un type de phénomène technologique.

Nuisances sonores : aucune infrastructure classée comme bruyante.

→ **Le risque de chute de bloc est à considérer dans le cadre de la modification de zonage.**
Le site a fait l'objet d'une étude géotechnique spécifique avec une analyse de la trajectographie des chutes potentielles de blocs. La même étude prévoit une série d'équipements pour pallier ce risque. L'incidence est donc limitée.

-Le site NATURA 2000

La commune de la Giettaz possède une emprise de 3 ha concernant le site Natura 2000 « Les Aravis ».



- Conforter le tissu urbain groupé et concentré du chef-lieu et du Plan en favorisant la densification des dents creuses
- Limiter l'extension de l'urbanisation périphérique
- Maintenir l'enveloppe urbaine existante et préserver une homogénéité architecturale
- Préserver les terres agricoles à forte valeur agronomique à travers la délimitation d'une limite intangible de l'urbanisation
- Protéger les cours d'eau et les ripisylves qui constituent trame bleue du territoire
- Renforcer la polarité de vie de la Giettaz dans le secteur chef-lieu - Caillère
- Valoriser les pôles touristiques du Plan, Sur le Nant par le développement d'hébergement touristique et du Col des Aravis
- Améliorer la qualité des services sur les pistes (implantation d'un restaurant d'altitude)
Valoriser les points d'accueil de la clientèle
- Un domaine skiable familial : maintenir son enveloppe et améliorer qualitativement le parc de remontées mécaniques.
Développer des activités touristiques estivales (VTT, sentiers de randonnées,...)
- Valoriser les cheminements doux de proximité permettant un accès sécurisé aux services et équipements de la commune notamment ceux du Château Branlant, celui à proximité de la Villa Jeanne d'Arc et ceux bordant les cours d'eau
- Protéger durablement les grandes continuités écologiques présentes sur les franges de la commune
- Conforter et valoriser les coupures paysagères verticales entre les groupes de constructions
- Maintenir l'agriculture des coteaux ouverts et des alpages
- Maintenir les limites de la forêt
- Protéger les espaces agricoles d'importance confrontés à la pression foncière et à l'avancée de la forêt
- Protéger durablement les espaces de grande sensibilité écologique
- Protéger les nombreuses zones humides

Source : Rapport de présentation – PLU -
CARTE DE SYNTHÈSE

-Les ACTIVITES AGRICOLES

Sur le territoire de la Giettaz différents enjeux agricoles peuvent être mis en avant :

- Maintenir une agriculture dynamique.
- Respecter le cahier des charges des AOP Reblochon et Beaufort notamment et assurer une autonomie fourragère.
- Limiter le mitage de l'espace agricole et protéger les sièges d'exploitation.
- Préserver les surfaces à enjeux.
- Maintenir les exploitations agricoles pour entretenir les paysages.

Carte des espaces agricoles en zone A à préserver



Source : rapport de présentation PLU –

La modification de zonage proposée ne concerne pas d'espace agricole et forestier et ne consomme pas d'espace agricole et forestier.

2.4- Un projet qui n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement

Le projet de modification simplifiée du PLU ne réduit pas d'espace boisé classé (EBC), ni de zones naturelles ou forestières (N) ou agricoles (A).

Ce projet ne réduit pas non plus de protection édictée en raison de risques de nuisances, de la qualité des sites des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à réduire de graves risques de nuisance.

2.4.1 Evolution du règlement graphique

Le passage de la zone N en zone Ns sur 6819 m² n'est pas de nature à porter atteinte à la zone N. La modification vient, d'une part, régulariser une situation existante depuis l'aménagement du col de Balme (1963) et, d'autre part, anticiper un projet de rénovation de domaine skiable existant, sans créer de nouvelles surfaces skiabiles ni de nouveaux équipements.

La gestion des risques sur cet espace est parfaitement prise en compte : à ce jour, aucun aléas naturel ou anthropique n'est à déplorer côté Giettaz du fait de la gestion rigoureuse des risques sur le domaine skiable de la Clusaz (avalanche et chute de pierre). Les aménagements envisagés vont dans la même logique de gestion de risques.

→ **La modification du règlement écrit n'engendrera pas d'incidence sur l'environnement et l'agriculture.**

3. Prise en compte des documents supra-communaux

3.1- Compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le PLU s'inscrit dans le bassin Rhône Méditerranée qui fait l'objet d'un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Le SDAGE 2016-2021 est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux. Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que les objectifs de qualité à atteindre.

Le projet de modification simplifiée ne remet pas en question le SDAGE étant donné que les différentes mesures importantes adoptées par le PLU 2021 ne sont pas concernées.

→ Le projet de modification simplifiée est compatible avec le SDAGE.

3.2- Compatibilité avec le schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Arlysère

Le Schéma de Cohérence Territoriale Arlysère a été approuvé le 9 mai 2012. Une modification du document de planification supra-communale a été par la suite engagée, portant sur la localisation des sites potentiels d'implantation des résidences touristiques dans 5 communes du Beaufortain et du Val d'Arly. Elle a été approuvée le 27 septembre 2018 par le Conseil Communautaire.

Le tableau ci-après permet de vérifier la compatibilité des modifications du PLU avec le document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCoT, dans sa version modifiée en 2018. Cette analyse se concentre sur les orientations du SCoT liées à l'environnement :

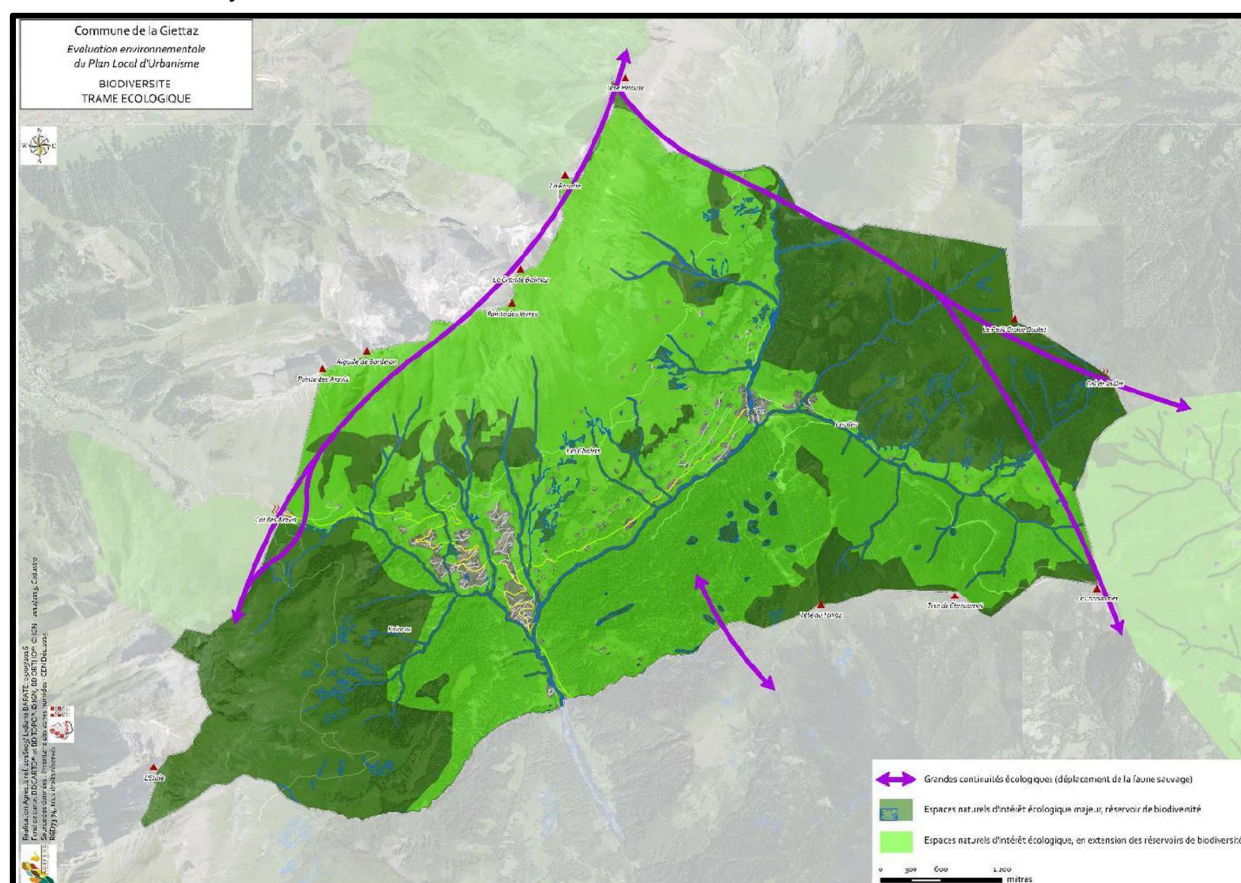
Orientations du SCoT	Compatibilité du PLU avec le SCoT
Orientations de préservation – valorisation des espaces naturels, agricoles et des paysages	
Les paysages urbains	Sans objet – la modification du règlement graphique modifie à la marge la zone N et n'est donc pas concernée par les paysages urbains.
La protection et la mise en valeur des ressources et du patrimoine	

Préservation des espaces agricoles et naturels	<p>La modification de zonage ne concerne pas de zone agricole.</p> <p>La modification de zonage substitue un zonage N en Ns afin de régulariser une utilisation du terrain en domaine skiable depuis plus de 30 ans.</p> <p>Pour les corridors écologiques et les coupures paysagères : le SCoT n'identifie pas de corridor écologique ni de coupure paysagère à l'échelle de la commune. Toutefois le projet de développement de la commune n'est pas de nature à contraindre la fonctionnalité écologique du territoire.</p>
---	--

→ Le projet de modification simplifiée est compatible avec le SCOT.

3.3- Prise en compte du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Dans le cadre du PLU, il s'agit de protéger les espaces de biodiversité identifiés par le SRCE et d'assurer le maintien du bon fonctionnement des continuités écologiques qui permettent de préserver des liens entre ces réservoirs. Le PLU propose donc une traduction du SRCE cohérente à l'échelle de la commune de la Giettaz. Pour cela, il s'est appuyé sur la Trame Verte et Bleue cartographiée dans le cadre du SCoT Arlysère.



Source : Agrestis

Le projet de modification simplifiée ne concerne pas les réservoirs de biodiversité sur les espaces naturels les plus remarquables et le maintien des principales continuités écologiques.

→ Le projet de modification simplifiée prend en compte le SRCE.

3.4- Prise en compte du Schéma régional Climat-Air-Energie (SRCAE) et du Plan Climat Energie (PCET)

Le Plan Climat Energie (PCET) a été adopté le 24 juin 2013, il formalise à l'échelle de la région Rhône-Alpes la stratégie et le plan d'actions pour le climat en s'intégrant aux autres réflexions environnementales et de développement durable.

Le Schéma régional Climat-Air-Energie (SRCAE) a été approuvé le 24 avril 2014 à l'échelle de la région Rhône-Alpes. Il définit les orientations et les objectifs en matière de réduction des gaz à effet de serre, de lutte contre la pollution atmosphérique, de développement des filières d'énergies renouvelables et d'adaptation aux changements climatiques.

La modification du PLU ne possède aucun lien direct avec ces thématiques car il n'accompagne pas un nouvel aménagement susceptible d'engendrer des modifications significatives de consommation d'énergie.

→ **Le projet de modification simplifiée prend en compte le SRCAE et le PCET.**

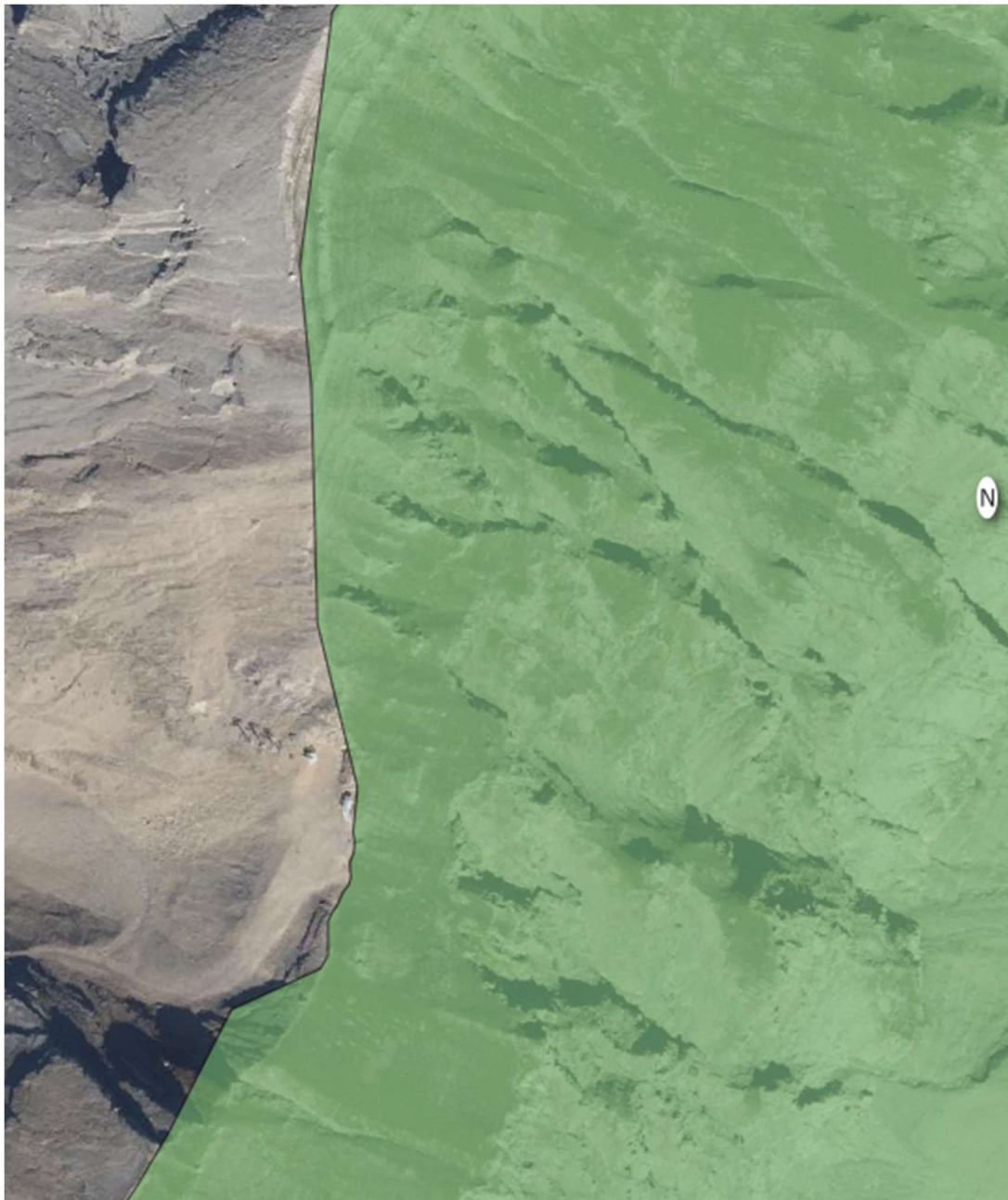
→ **Une évaluation environnementale ne semble pas requise. L'autorité environnementale est saisie pour avis conforme dans les conditions prévues aux articles R-104-34 à R.104- 37 du code de l'urbanisme.**

4. Liste des documents modifiés

Documents écrits :

- Règlement graphique

Zonage avant modification



Zonage après modification

